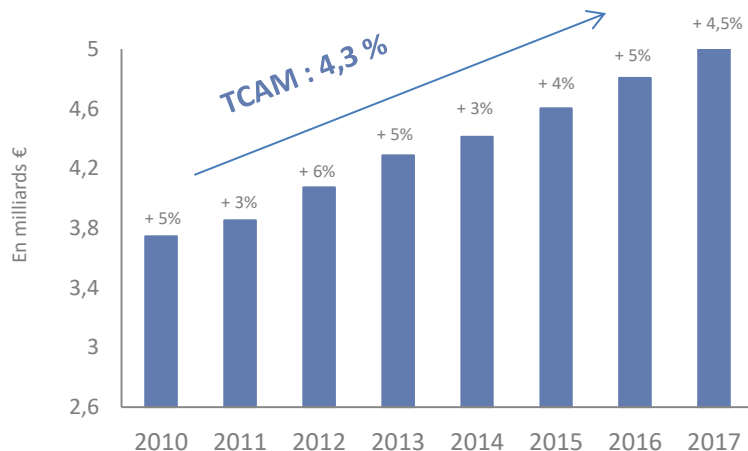




La plateforme SAAS du transport sanitaire

Un marché de 5 milliards d'euros en France...



Source : DREES, comptes de la santé, L'argus de l'assurance

Trois modes de transport principaux :



Ambulance



Véhicule Sanitaire Léger
(VSL)



Taxi conventionné

Une demande portée par des facteurs solides et durables :

- 1 Poids croissant des **Affections Longue Durée** (ALD), impliquant des soins réguliers et multiples (séances de dialyses, chimiothérapies, radiothérapies...)
- 2 Développement des **soins ambulatoires** (hospitalisation partielle, sans nuit à l'hôpital)
- 3 **Regroupement d'établissements** (création des GHT dans le public), concentration des plateaux techniques
- 4 **Augmentation et vieillissement** de la population

Assurance maladie

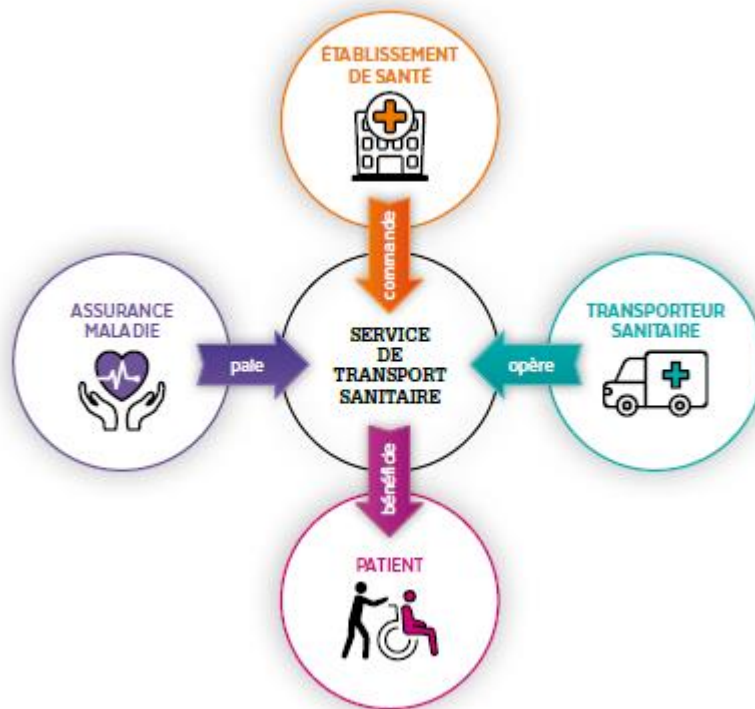
paye 93% des transports

- Inflation des dépenses
- Transmissions longues et difficiles
- Fraudes nombreuses
- Mode de transport non adapté à l'état du patient (plus cher que nécessaire)

Patient

est le bénéficiaire final

- Difficulté pour organiser son transport dans les soins réguliers
- Attente démesurée en sortie d'établissement
- Service non personnalisé



Source schéma : Santé Mobilité Services, Livre blanc Juin 2017

Etablissements de santé

prescrivent les 2/3 des transports

- Raccourcir le délai de séjour des patients à l'hôpital
- Activité chronophage de la réservation, « tour de rôle » à organiser
- Suivi difficile des dépenses et de l'activité

Transporteurs sanitaires

réalisent la prestation

- Faible taux d'occupation des véhicules (40 à 45%)
- Formalités administratives
- Concurrence accrue

Malgré certains effets d'annonce...



« Il faut préparer 2020 dès aujourd'hui en participant à la modernisation du système santé »

Bernard Pelletier, ex Président de la Fédération Nationale des Ambulanciers Privés (FNAP)



... le digital est sous-utilisé :

- 95% des commandes d'ambulances ou de VSL se font au téléphone
- La majorité des prescriptions de transports destinées à l'Assurance Maladie sont encore effectuées à la main
- Le transport partagé (plusieurs patients par véhicule) reste au stade de l'expérimentation.

➡ L'innovation peine à se diffuser en raison du **cloisonnement** de la filière.

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2018 prévoit dans son **article 80** un profond changement de la réglementation du transport sanitaire. La note ministérielle du 19 mars 2018 précise les contours de cette réforme applicable au **1^{er} octobre 2018**.



Article 80

- La **gestion des transports inter-établissements** (commande, choix et paiement des transporteurs conventionnés) incombe désormais entièrement aux établissements.
- **L'établissement prescripteur devient payeur.**
- Mise en place d'une **gestion centralisée des commandes** de transport pour patients.
- Un nouveau formulaire de prescription de transport est instauré.
- Une enveloppe financière sera transférée aux établissements par l'Assurance Maladie.



Implications

- **Les établissements de santé**, qui concentrent l'essentiel des demandes de transports, **deviennent les futurs pivots du système.**
- Un **nouveau système de gestion**, relié aux transporteurs, sera indispensable aux établissements.
- Un **budget transport** qui, à l'image des tarifs des soins, sera probablement raboté avec le temps : **nécessité pour les établissements de faire des économies** pour contrer l'évolution inéluctable des volumes (cf. logique d'appel d'offre vers les transporteurs).

Plusieurs actions sont menées depuis quelques années par l'Assurance Maladie pour simplifier les procédures de prescription de transport et de facturation.



Le **SPEI** ou *Service de Prescription Electronique Intégré de transport* est actuellement en phase d'expérimentation dans plusieurs régions de France.

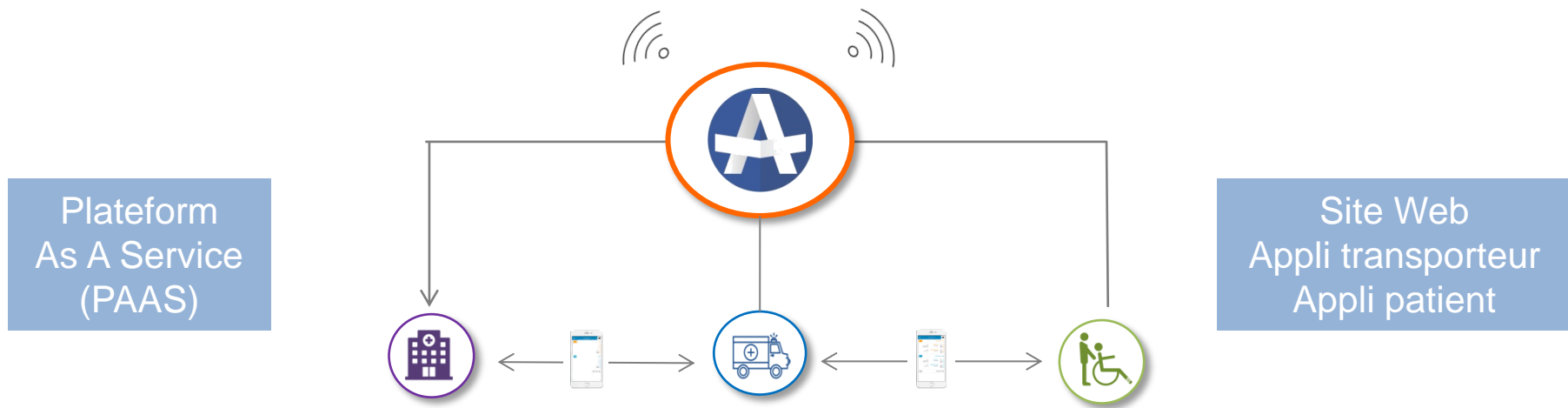
Il permet la saisie numérique de la prescription de transport par le professionnel de santé.



Le **SEFI** ou *Service Electronique de Facture Intégrée* est en déploiement chez les transporteurs sanitaires depuis février 2016.

Il s'agit d'un service en ligne, intégré au logiciel métier du transporteur, leur permettant d'élaborer une facture sur la base d'une prescription de transport et du référentiel de la CPAM. Il comprend un service de numérisation des pièces justificatives.

➡ Une **dématérialisation** de la documentation aux deux extrémités du processus



Une **plateforme intégrée** de **services opérationnels**
prescription médicale | **bon de transport** | **facturation**
et de **services de gestion**
indicateurs qualité | **optimisation des flux**

Notre ambition : améliorer le quotidien des établissements de santé, des transporteurs sanitaires et des patients

- ✓ Centralisation des demandes aux transporteurs : demandes simultanées, demandes automatiques
- ✓ Connexion au Dossier Patient Informatisé (DPI) des établissements
- ✓ Prescription en amont (SPEI)
- ✓ Disposer d'un historique, de rapports et statistiques des transports commandés
- ✓ Relever les incidents liés aux transports pour toutes les parties prenantes (établissements, transporteurs, patients)
- ✓ Contrôle de la facturation en aval (SEFI)
- ✓ Supprimer les erreurs et la déperdition d'information à l'intention des transporteurs
- ✓ Remonter des indicateurs demandés par les agences de santé

Une solution pour les
établissements,
des avantages pour les
patients et les
transporteurs



Une amélioration globale de
l'écosystème



**Centres de dialyse et de
néphrologie**



- Groupe international de soins et de matériel de dialyse (Fresenius Medical Care)
- 41 centres en France
- Etablissement-test : Villejuif (94) – janvier 2018
- Résultats :
 - Volume traité : 800 courses par mois
 - Commande validée de Nephrocare pour la connexion au Dossier Patient Informatisé (DPI)
 - Extension prévue aux nouveaux dialysés et à tous les établissements d'Ile de France



**Maisons de retraite
et cliniques spécialisées (SSR)**



- 1^{er} groupe européen de maisons de retraite (EHPAD), de cliniques spécialisées (SSR), de soins et d'hospitalisation à domicile.
- 360 établissements en France
- Etablissement-test : Korian Grand Parc à Guyancourt (78) – décembre 2017
- Résultats :
 - Volume traité : 150 courses par mois
 - Discussion avec le siège de Korian pour une extension à d'autres établissements en Ile-de-France et au niveau national.



Cliniques et hôpitaux privés
MCO, SSR, PSY

- 1^{er} groupe de cliniques et d'hôpitaux privés en France
- 124 établissements en France
- Etablissement-test : Cliniques des Franciscaines à Versailles (78) – oct. 2017
- Résultats :
 - Volume traité : 90 courses par mois
 - Extension prévue aux urgences et à l'hôpital de jour

« Les équipes sont satisfaites de l'utilisation de ce logiciel. La formation et la prise en main est rapide. Les centres de convalescence ont été préenregistrés par avance ce qui facilite la démarche. L'équipe d'AMBULINES est très réactive en cas de questions ou problèmes techniques »

Isabelle Kedzia, Responsable Unité de Soins, Chirurgie / USC

Sur chaque commande de transport



10 minutes d'appel téléphonique économisé



5 minutes de traitement administratif évité

Traitement administratif intégrant le suivi des dépenses (article 80)

Soit un gain de :

**½ ETP
par centre de
dialyse**

**1 à 2 ETP
par clinique
spécialisée**

**3 ETP
par hôpital**

Partenaires techniques



- Numen, partenaire technique sur le SPEI (Service de Prescription Electronique de transport Intégré)
- Plateforme agréée Sesam-Vitale (pour la phase pilote du SPEI) en janvier 2018.

Financement



- Projet labélisé French Tech par la BPI en février 2018.

E-Santé



- Participation à la Healthcare Week en 2017 et en 2018
- Membre depuis avril 2018 du LabSanté Ile de France, animé par l'ARS (Agence Régionale de Santé Ile-de-France).

**Jean-Christian Vicari**

Président



- ITIN Cergy
- 15 ans d'expériences en accompagnement commercial de grands comptes (Total, APHP, BNP, Amadeus...) en SSII.

**Mohamed Letaief**

Directeur Général



- Ingénieur Polytechnique et Supélec, EMBA HEC
- 20 ans d'expérience en pilotage de projet et en gestion d'entreprise
- Entrepreneur, co-fondateur et président de Mobelite (70 salariés, 4M€ CA)

**Jean-François Gervet**

Directeur de la stratégie



- Paris V
- 40 ans d'expérience en informatique et management, Directeur de département de ATT-DATAID, Directeur des opérations de Arche2, fondateur et président de Alcion.

**Ioan Valerian Bulgaria**

Directeur technique



- DESS Informatique, Certifications Microsoft
- 20 ans d'expérience en IOT, Développement et Architecture de Systèmes d'Informations pour des grands comptes (Sika, Sonepar, Metro, Royal Canin)

3 900

Etablissements de santé
en France

5 800

Transporteurs sanitaires
en France

65 millions de trajets par an
5,2 millions de patients
60% en ALD

Prix moyen remboursé



91 €

Ambulances



33 €

VSL



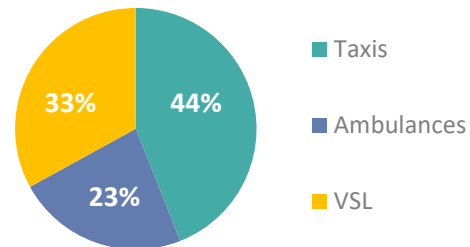
49 €

Taxis

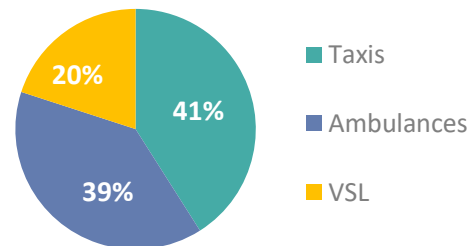
Données 2014 et 2015.

Source : Revue des dépenses publiques, CNAMTS

Part des trajets par véhicule



Part des dépenses par véhicule



Conseil société

Sharpstone
Advisory

*Conseiller en Investissements
Financiers (CIF), enregistré à
l'ORIAS sous le n°15005111*

Alban Cabanis
Associé

acabanis@sharpstone.fr

T : 01 42 36 87 74

M : 06 78 14 42 76

Cédric Bonte
Analyste financier

cbonte@sharpstone.fr

T : 01 42 36 36 90

M : 06 83 96 82 10



Avertissement

- Le présent document est communiqué à un nombre limité d'investisseurs potentiels (le ou les « Destinataire(s) ») dans le but d'évaluer l'intérêt d'un investissement financier dans le capital social de la société Ambulines SAS (la « Société ») et comprend un engagement de confidentialité.
- En acceptant de recevoir ce document, le Destinataire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles communiquées relatives à la Société, émanant de la Société elle-même, de ses actionnaires ou de ses conseils ainsi que toute information supplémentaire qui pourrait être fournie à un stade ultérieur.
- Ce mémorandum, réalisé avec attention et en toute bonne foi, n'a pas vocation à contenir toute l'information qu'un investisseur pourrait souhaiter pour se faire une opinion quant à l'intérêt de participer à l'opération.
- Toutes les demandes d'information complémentaires doivent être exclusivement adressées au Conseil de la Société.